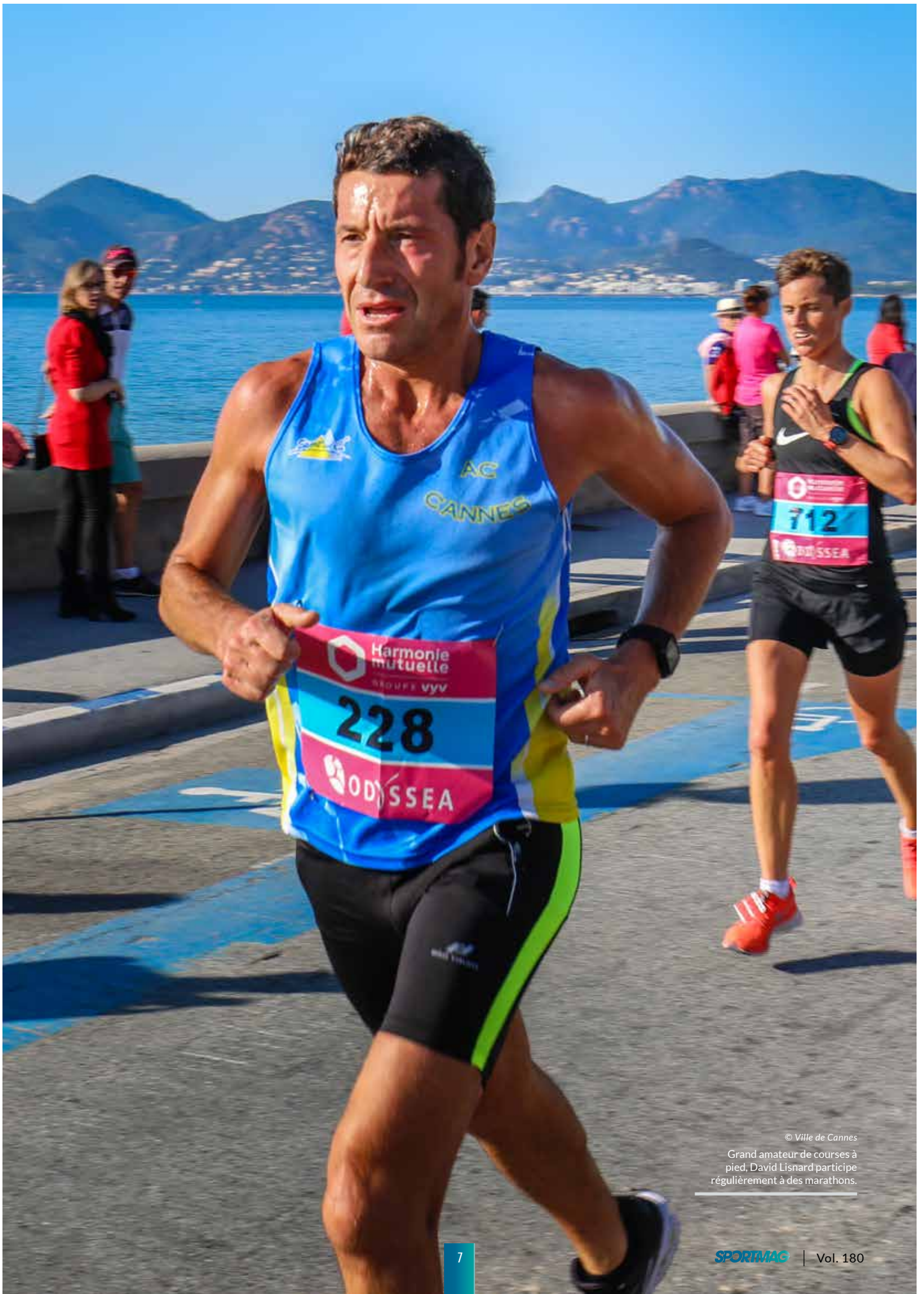




David Lisnard

« Les maires sont convaincus de l'importance du sport pour améliorer la qualité de vie des habitants »



© Ville de Cannes

Grand amateur de courses à pied, David Lisnard participe régulièrement à des marathons.

L'INVITÉ

Président de l'Association des maires de France, David Lisnard est passionné par Cannes, sa ville, et la course à pied qu'il pratique quotidiennement. Homme de convictions, il défend une politique volontariste en faveur du sport dans les territoires.



© Ville de Cannes

David Lisnard est convaincu par les bienfaits du sport pour la société.

Dans votre ville de Cannes, vous avez toujours accordé une place prépondérante au sport. Êtes-vous sorti de la séquence olympique convaincu qu'il fallait accorder encore plus de place au sport dans les villes ?

Absolument. Cette séquence olympique m'a conforté dans ma conviction que le sport est non seulement un levier majeur pour la cohésion sociale, l'éducation et la santé, mais aussi pour l'attractivité territoriale. Dans nos vies, comme dans nos villes, le sport doit avoir toute sa place.

À Cannes, nous avons fait du sport un facteur de dy-

namique locale. Il contribue au bien-être individuel, à améliorer le cadre de vie, et surtout, à rassembler autour de valeurs positives. Il est en cela une composante essentielle de notre action publique locale.

Est-ce un message que vous souhaitez plus largement diffuser auprès des différents maires de France ?

Les maires sont déjà convaincus de l'importance du sport pour améliorer la qualité de vie des habitants, favoriser la cohésion sociale et défendre les valeurs irriguées par le sport telles que le respect, le mérite et le dépassement de soi.

Le bloc communal, inter-communalités et communes, est le premier financeur du sport, à hauteur 11,1 milliards d'euros, dont 8 milliards pour les seules villes. Ce qui en fait leur deuxième poste de dépenses, derrière l'éducation.

« LES COMMUNES SE SONT MOBILISÉES POUR L'HÉRITAGE DES JEUX »

Si les communes se sont si fortement mobilisées pour contribuer à faire des Jeux olympiques un succès et à présent pour en pérenniser

l'héritage, ce n'est pas un hasard.

Pour que le sport joue pleinement son rôle aussi bien en matière de santé publique, d'inclusion, d'éducation... : quels moyens ou degré d'investissement doivent concevoir selon vous les municipalités ?

Le sport est de plus en plus reconnu comme un levier stratégique pour la santé, l'emploi, l'éducation et l'insertion. De nombreux maires investissent dans le sport pour renforcer l'attractivité de leur commune et mener des politiques publiques en matière de santé et d'urbanisme.

Outre, bien sûr les équipements, l'investissement doivent aussi porter sur l'animation et la formation, en partenariat avec les associations et les écoles, pour encourager la pratique sportive dès le plus jeune âge. Par exemple, les maires soutiennent la mise en place des 30 minutes d'activité physique quotidienne dans les écoles primaires, en mobilisant animateurs sportifs et clubs locaux. En matière de santé, 14 % des Maisons sport-santé dépendent des collectivités territoriales. Malheureusement, nous devons faire face à de nombreux freins bureaucratiques, administratifs et normatifs qu'il convient de lever pour renforcer notre

pouvoir d'agir.

Ces mêmes freins paralysent souvent les associations. La simplification des démarches administratives est indispensable. Un statut allégé pour les petites associations, avec moins de contraintes bureaucratiques, permettrait par exemple aux bénévoles de se concentrer sur l'essentiel sans être noyés sous des formalités inutiles.

Ne craignez-vous pas que le soufflé retombe notamment en raison des restrictions budgétaires et que le sport, finalement, ne soit une fois encore qu'une variable d'ajustement et que toutes les belles promesses tombent à l'eau ?

C'est un risque réel et c'est

pourquoi, dès novembre 2022, l'AMF mettait en garde, par la voix de David Lazarus, maire de Chambly, coprésident de notre commission Sports et président par intérim de l'Agence nationale du sport, contre la « gueule de bois » post-Jeux olympiques de Paris.

Le projet de budget qui vient d'être soumis au Parlement confirme cette crainte. La situation financière dramatique du pays appelle à des économies partout. Privilégier le sport davantage que l'hôpital ou la justice n'aurait pas de sens. Il faut repenser tout notre système.

Avec l'AMF, nous alertons sur le fonctionnement atypique de l'écosystème sportif qui repose grande-

ment sur la mise à disposition à titre gratuit des équipements, impliquant un coût pour la collectivité en maintenance, en ressources humaines et en énergie.

Pour redonner de l'air à nos budgets, l'AMF propose que « le sport finance le sport » et donc que le produit de la taxe sur les paris sportifs soit affecté au financement du sport. Cela permettrait de maintenir l'excellence de nos infrastructures, clubs et formations.

En période de restrictions, il est impératif de penser à des investissements qui apportent un retour durable. Le sport est justement l'un de ces leviers : il permet de réduire les dépenses de santé à moyen terme, favo-



© Ville de Comnes

S'il ne court pas, David Lisnard est sur podium pour remettre les récompenses aux jeunes participants.



© Ville de Cannes

Urban trail de Cannes, Prom'classic, marathon de Paris, semi-marathon de Nice... : le palmarès de David Lisnard est impressionnant.

rise l'intégration sociale et peut prévenir les comportements déviants chez les jeunes.

L'idée est de sortir du cadre classique pour maintenir un niveau d'investissement suffisant sans alourdir la charge budgétaire et faire du sport un vrai programme d'avenir.

Le sport repose beaucoup sur le bénévolat : faut-il revoir ce statut et le valoriser davantage ?

Je crois profondément à la valeur du bénévolat, qui repose avant tout sur l'engagement libre et désintéressé. C'est cette spontanéité et cette liberté qui font la richesse et la force de l'engagement bénévole. Dès lors, je ne pense pas qu'il soit nécessaire de lui conférer un statut formel.

Il convient plutôt de continuer à encourager et soutenir cet élan civique.

Nous pourrions par exemple envisager que des « vouchers sport » soient attribués aux bénévoles, donnant accès à des événements sportifs, des formations ou des équipements à tarifs préférentiels. Cela se pratique au Royaume-Uni ou aux Pays-Bas avec un certain succès.

Concrètement et en tant de président de l'Association des maires de France, qu'espérez-vous prioritairement en termes d'héritage ?

Cet héritage ne doit pas seulement être une vitrine, mais améliorer structurellement notre approche du sport, de l'environnement, du handicap et de la sécurité au niveau local.

Les Jeux ont mis en avant le savoir-faire français avec des moments événementiels emblématiques, des innovations comme la gestion des infrastructures temporaires et des mesures environnementales concrètes (gourdes autorisées, points d'eau potable, consigne sur les gobelets en plastique).

« AVEC L'AMF, NOUS SOUHAITONS L'ARTICULATION ENTRE HAUTE PERFORMANCE ET SPORT POUR TOUS »

Sur le volet sécuritaire, les Jeux ont prouvé qu'une ville peut être festive et sécurisée grâce à une pré-

sence policière renforcée et une gestion efficace des flux. Des leçons à appliquer au quotidien.

Du côté de l'AMF, nous attendons une visibilité dans la durée du budget de l'Agence nationale du sport pour articuler haute performance et sport pour tous. Le label Terre de Jeux, créé par l'AMF, est une réussite avec 4 800 structures participantes, valorisant toutes les communes, qu'elles soient rurales ou urbaines. Nous œuvrons à pérenniser ce label comme un héritage durable.

Enfin, la question des équipements est essentielle. Les plans 5 000 équipements ont permis de nombreux projets, mais la saturation des infrastructures et l'augmentation des coûts restent problématiques



© Ville de Cannes

Sa passion pour le sport lui vient de ses deux parents, l'une danseuse étoile, l'autre footballeur professionnel (AS Cannes, Limoges FC et FC Bourges).

sans une visibilité à long terme. Environ 30 % des infrastructures sportives datent d'avant 1985 et n'ont jamais été rénovées.

Les finances publiques ne peuvent pas tout solutionner : le sponsoring privé doit-il davantage investir dans le sport ?

Dans un contexte de finances publiques dégradées, le sponsoring privé est essentiel pour soutenir le développement du sport, en particulier au niveau amateur.

L'AMF travaille régulièrement avec l'Union Sport & Cycle, l'organisme de représentation des acteurs économiques du monde du sport. Le développement des structures privées de loisir sportif marchand

répond à une tendance de fond d'une pratique sportive moins compétitive, plus tournée vers le loisir et plus individuelle.

La nouvelle gouvernance du sport à laquelle l'AMF participe pleinement et sa déclinaison territoriale, à travers les Conférences régionales du sport et

conférences de financeurs, doivent permettre de tisser des liens avec les acteurs économiques et diversifier les sources de financement du sport. Néanmoins, ils choisissent souvent les communes urbaines pour se développer. Les partenariats avec les acteurs privés sont intéressants pour per-

mettre de continuer à fournir des équipements et des services, mais méritent de mieux prendre en compte la diversité des communes.

On peut envisager d'encourager ce soutien par des incitations fiscales. D'autres conditions pour attirer ces sponsors doivent être réunies ; comme l'environnement sportif et la lutte contre la violence dans les stades.

Enfin, le lien entre entreprises et sportifs doit être renforcé pour accompagner leur carrière et leur reconversion, comme a pu l'initier la loi Brillaud de 2015. On peut aussi évoquer le programme « Du Stade vers l'Emploi » mené par France Travail en partenariat avec des clubs

BIO EXPRESS

David Lisnard

Né en 1969 à Limoges

Maire de Cannes depuis 2014

Président de l'Association des maires de France depuis 2021

amateurs qui connaît un vrai succès et qu'il faudrait généraliser.

Pas seulement le sport de haut niveau, mais miser également dans le sport amateur voire encore à un échelon plus bas, dès la base ?

Évidemment. Ceux qui demain seront des sportifs professionnels sont tous passés par le monde amateur. C'est là que tout commence. Les clubs amateurs et les associations locales sont les lieux où se forment les futurs talents, mais surtout où l'on construit la cohésion sociale et les habitudes de vie saine. Le sport de haut niveau inspire et attire, et le sport amateur crée du lien social, éduque à la discipline et contribue à la santé publique.

Le sport n'a pas que des vertus, il peut être également une porte d'entrée à l'ultra-communautarisme voire au radicalisme... Comment lutez-vous contre cette gangrène et comment mieux surveiller encore les associations sportives ?

La radicalisation islamiste dans le sport est un phénomène préoccupant, comme l'ont montré les travaux de Florence Bergeaud-Blackler et Médéric Chapiro, et plus récemment encore les alertes émanant de clubs de football et de fédérations d'arts martiaux. Ce n'est pas un problème marginal comme certains le prétendent. De nombreux cas récents montrent des comportements de communautarisme et de séparatisme, avec des de-



Les Jeux Olympiques Paralympiques et la récolte de médailles des tricolores ont changé l'image du handicap auprès des Français.



Le volley à Cannes est une institution. Le club est recordman de titres en championnat de France Elite avec 11 trophées.

mandes de prières collectives en marge des matchs, des éducateurs ou des clubs qui posent problème en matière de respect des valeurs républicaines, et des compétitions modifiées pour s'adapter à des exigences religieuses.

Pour lutter efficacement contre ces dérives, il est essentiel d'abord de renforcer le contrôle et la surveillance des associations, notamment celles qui demandent des fonds publics. Les subventions doivent être conditionnées au respect strict des principes républicains, à commencer par la laïcité. Des audits financiers, des inspections régulières et des sanctions en cas de manquement sont indispensables pour prévenir ces dérives.

Dans ma commune, j'ai instauré dès 2019 une charte des valeurs républicaines que les présidents de clubs



Bain de foule pour Léon Marchand avant la réception donnée aux médaillés athlètes et para-athlètes de Toulouse et sa Métropole par le maire Jean-Luc Moudenc.

doivent signer pour lutter contre le radicalisme. Tous les éducateurs et responsables de clubs et d'associations sportives sont sensibilisés à la détection des signaux faibles de l'islamisme.

Comme le souligne Médéric Chapitoux, des signaux comme les prières collectives ou l'exfiltration de jeunes pour des pratiques religieuses sont des signes avant-coureurs de dérives qu'il faut stopper immédiatement. Les éducateurs doivent recevoir une formation spécifique pour repérer ces comportements et savoir comment réagir.

Il convient évidemment de collaborer étroitement avec les services de sécurité et de renseignement pour

signaler rapidement les comportements suspects. Des rapports existent déjà sur le lien entre certains sports, comme les sports de combat, et des trajectoires de radicalisation. La vigilance est nécessaire, et le dialogue entre les municipalités, les clubs et les autorités est essentiel pour agir avant qu'il ne soit trop tard. Tout ceci nécessite également d'aider les éducateurs et les dirigeants à se former pour identifier les comportements de repli communautaire et de radicalisation et en faisant en sorte que l'État ne laisse pas les maires seuls face à ces sujets.

À titre personnel en tant que maire de Cannes, quel est le projet ou la réalisation

de projet liée au sport dont vous êtes le plus fier ?

Nous avons fait beaucoup pour le sport dans une ville qui compte un taux de licenciés par habitant parmi les plus élevés de France (plus de 20 000 licenciés sur plus de 100 disciplines pour 75 000 habitants).

Mais je suis particulièrement fier du programme « Cannes, capitale du sport en plein air » qui incarne une vision globale du sport accessible à tous, en extérieur et souvent en pleine nature, dans un cadre exceptionnel. Nous avons transformé nos espaces publics en véritables terrains de sport à ciel ouvert qui permettent à chacun, quel que soit son âge ou son niveau, de pratiquer une acti-

vité physique gratuitement et en toute liberté.

C'est un projet qui répond à plusieurs enjeux : le bien-être de la population, la santé publique, et aussi l'attractivité de la ville.

Vous êtes un maire actif qui montre l'exemple, on vous a vu participer à des courses sur route, des triathlons... : à quelle fréquence pratiquez-vous du sport et quel sera votre prochain objectif ?

Faire du sport est pour moi une évidence, comme lire un livre. J'essaie de courir au moins quatre fois par semaine, avec si possible deux marathons par an et les courses locales. Mon objectif est de pouvoir le faire le plus longtemps possible. Le chrono que je regarde maintenant est celui de l'âge...